

la société, pratiquement réduite à une centaine de familles nobles. Ruffelet décrit une société de privilégiés. Il ignore le monde rural, très en retrait sur ce point par rapport à certains de ses contemporains comme Ogée. La bourgeoisie marchande, les armateurs sont hors de son champ de vision ; l'étude économique privilégie l'anecdotique. L'importance dans cette région côtière du fait militaire, de la présence des soldats, de l'armée royale, est ignorée, rétrécie à l'évocation de grands noms. Sa ville est celle d'un privilégié, d'un homme de cabinet à l'abri du besoin. G. Provost marque lui aussi la surreprésentation dans les *Annales briochines* de la ville de Saint-Brieuc, et l'ombre dans laquelle est laissée la partie bretonnante du diocèse.

Mais quelle ville nous décrit le chanoine ? Christian Kermaol le précise dès la première ligne de son intervention : qui voudra trouver dans les *Annales briochines* des indications sur le Saint-Brieuc de l'époque sera sans doute fort déçu... Les notations de Ruffelet donnent de la ville une description statique, enfoncée dans son passé, une « belle endormie » où il ne distingue pas les germes de changement susceptibles de s'y manifester. Une vision, en somme, de cabinet.

On le voit, ces *Annales*, même en tenant compte du statut et des connaissances des disciplines au moment où il les rédige, souffrent au regard de nos exigences actuelles de bien des manques. Mais ses lacunes sont finalement bénéfiques, car elles ont suscité par l'ampleur des annotations et la qualité des différentes contributions un fort enrichissement du travail de Ruffelet qui en a été l'occasion. On soulignera enfin l'imposant appareil scientifique qui entoure les textes proprement dits : outre les notes déjà évoquées, une trentaine de pages d'« outils », qui éclairent ou précisent tel ou tel aspect, une bibliographie et enfin, sur plus de soixante pages, un triple index des noms de personnes, de lieux et de matières qui fait de ce volume, au-delà même de Ruffelet, un véritable instrument de travail. Il faut remercier vivement Olivier Charles d'avoir été le maître d'œuvre de cette entreprise collective, et la Société d'émulation des Côtes-d'Armor de l'avoir soutenue et accompagnée.

Jean QUÉNIART

Jean-Pierre GOUBERT, *Malades et médecins à Saint-Malo à la veille de la Révolution*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2013, 166 p.

Nul autre que Jean-Pierre Goubert n'était mieux placé pour broser un tableau détaillé de l'état de la médicalisation dans le pays de Saint-Malo à la veille de la Révolution française. De l'histoire de la santé en cette période charnière, il est en effet un éminent spécialiste, connu pour ses multiples travaux traitant aussi bien des patients et des professions soignantes que des maladies et de leurs déterminants. De cette histoire vue sous l'angle régional, il a également une longue et parfaite connaissance ; sa thèse consacrée aux *Malades et médecins en Bretagne au XVIII^e siècle* et soutenue à Rennes au début des années 1970 en a posé les premiers jalons.

Dans cet ouvrage qui couvre les décennies 1780 et 1790, Jean-Pierre Goubert poursuit trois buts : mettre en relief ce qui fait l'originalité sanitaire de Saint-Malo et du Clos-Poulet à cette époque ; montrer, au prisme de cette approche locale, comment la société, dans ses diverses composantes, relève le défi de la mort en portant davantage attention à la santé individuelle et collective ; faire œuvre d'histoire parallèle en mettant à distance les représentations des pratiques de soins d'aujourd'hui par une description de la complexité de celles d'hier. Pour ce faire, il procède par touches successives en croisant les regards et les sources d'archives, des sources qui, quoique nombreuses (archives de l'amirauté à Saint-Malo, fonds de l'intendance aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine ou bien archives de la Marine et de la Société royale de médecine), n'en demeurent pas moins partielles et partiales. Après avoir situé en introduction le territoire de son étude et souligné ce qui en fait l'originalité, il nous confronte à son matériau documentaire et archivistique selon deux axes : le premier, consacré au parcours de soins, décrit les moyens, artifices et acteurs auxquels les Malouins avaient recours lorsque leur santé leur faisait défaut, des recours qui allaient de la prière (première partie : « Les recours premiers : foi, croyances et coutumes ») à la médecine savante (deuxième partie : « Un second recours : la médecine savante ») ; le second, la pathologie, traite de leurs maladies (troisième partie : « Maladies et mortalité ») et du regard porté par les médecins sur celles-ci, tant pour ce qui concerne leurs causes et leurs traitements (quatrième partie : « Une vision médicale de Saint-Malo et du Clos-Poulet »).

Au fil des pages, Jean-Pierre Goubert nous donne ainsi à voir un pays de Saint-Malo contrasté sur le plan de la santé, un pays au profil sanitaire fort commun pour l'essentiel, plus exceptionnel par d'autres points.

D'un côté, le tableau des maux qui affectent principalement les Malouins n'est guère spécifique pour l'époque, si l'on excepte l'importance des risques et les périls qui touchent les marins. Là, comme ailleurs, dans la région et l'ensemble du royaume, les conditions d'hygiène et de salubrité, tout comme les conditions d'existence ou l'alimentation, engendrent le même lot de maladies infectieuses qui sévissent à l'état endémique ou épidémique et tuent les plus fragiles, notamment les enfants en bas âge. Plus que l'air et les vents dominants souvent incriminés à l'époque, c'est la qualité des eaux qui apparaît déterminante pour en expliquer l'essor, comme le note par exemple le D^r Réad qui rappelle que « les eaux que l'on boit » à Saint-Malo « sont des eaux de citerne » et que « leur salubrité dépend de la propreté des canaux conducteurs et de la solidité de la caisse de maçonnerie qui forme les citernes » (p. 125). Par bouffées, telle ou telle maladie peut ainsi emporter des familles entières, décimer telle rue, tel quartier ou village comme lors de la grande épidémie de dysenterie qui, au second semestre 1779, « ravage le Clos-Poulet » et mérite, selon le D^r Chifoliau, « la plus grande attention » de l'intendant (p. 93).

De l'autre, profitant de sa situation particulière de port et de sa mise en valeur au cours du siècle précédent « par quelques grandes dynasties marchandes et par

la traite négrière, par la grande pêche (morue) et par la guerre de course » (p. 22), Saint-Malo fait figure d'îlot privilégié en matière sanitaire. Pour conjurer le mal, s'en prémunir, les Malouins ont à leur disposition d'importants moyens : les médecins y sont plus nombreux qu'ailleurs, à l'élite des docteurs en médecine, des maîtres en chirurgie et apothicaires (vingt-quatre personnes en 1789 pour une agglomération de quelque 25 000 habitants) s'ajoutant de multiples chirurgiens navigants de la Marine ; la ville dispose d'un encadrement hospitalier remarquable pour l'époque en Bretagne (Hôtel-Dieu à Saint-Malo, hôpital général et hôpital du Rosais à Saint-Servan). Mais les Malouins sont aussi gens de leur époque. Le recours aux professionnels agréés, à la médecine savante, n'est pas encore, tant s'en faut, une règle, y compris dans les milieux les plus favorisés. Classiquement, quand la maladie et les accidents sont vus comme un fléau divin et quand la mort est omniprésente, l'on s'en remet davantage à la prière et aux miracles ; pour les maux du quotidien, l'on fait davantage confiance à ceux qui sont proches, empiriques et profanes de toutes sortes, voire à des bonimenteurs et charlatans de la pire espèce.

Finalement, au travers de ce tableau local, saisi à la veille de la Révolution française et aux prémices de celle des savoirs médicaux (la « naissance de la clinique » pour reprendre la formule de Michel Foucault), Jean-Pierre Goubert nous brosse un « ancien régime sanitaire » qui, s'il nous semble bien éloigné du nôtre dans ses représentations de la maladie et ses pratiques soignantes, n'en est pas moins agité par des questionnements comparables sur la place et le rôle de l'intervention publique comme moyen de régulation du bien-être collectif. Dans la dernière partie de son ouvrage notamment, qui s'appuie sur plusieurs topographies médico-hygiéniques, transparaissent ainsi les progrès de la médecine d'observation et de la santé publique : la mise en perspective des liens existants entre le social et la santé, entre l'environnement et la maladie, l'attention portée au milieu et aux déterminants de la santé que sont le logement, l'alimentation, et même les mœurs, fondent en effet ces médecins topographes à défendre une police sanitaire au nom du « bien public ».

Enfin, l'ouvrage de Jean-Pierre Goubert a un autre mérite : en intéressant le lecteur à une histoire qui est au cœur de toutes les préoccupations humaines, celle du corps et de la santé, il peut lui donner l'envie de découvrir ou de redécouvrir des travaux pionniers de ce champ consacrés à l'Ouest armoricain en amont et en aval de la période ici traitée, ceux de François Lebrun et de Jacques Léonard tout particulièrement.

Thierry FILLAUT
professeur d'histoire contemporaine, laboratoire d'études
et de recherche en sociologie (Labers, EA 3149), UBS – Lorient